

# Dans toute la France grandit l'action pour le «NON» à de Gaulle

Paris. — Plus la date du référendum-plébiscite approche, plus se développe dans toute la France l'action pour le « non » à de Gaulle. Les comités de Défense de la République se multiplient, se réunissent et s'élargissent. De plus en plus nombreuses les personnalités socialistes, radicales, laïques, s'engagent dans la bataille contre la dictature. Dans les syndicats et dans les usines, la bataille pour le « non » atteint des proportions considérables.

Aussi ne pouvons-nous citer que quelques exemples entre mille de ces actions.

## « NON » à Paris

A Bezons, dans la banlieue parisienne, les conseillers municipaux communistes et socialistes ont signé un appel commun.

A Montmorency, le Comité de Défense de la République a lancé un appel signé par des représentants du Parti Radical, de l'U. G.S., du Parti Communiste et par deux socialistes S.F.I.O.

## « NON » dans l'Isère

Parmi les nombreuses person-

nalités de partis et organisations les plus divers qui s'engagent dans la bataille pour le « non », citons M. Alfred Paget, ancien sénateur socialiste de l'Isère, qui a déclaré : « Je redoute les pouvoirs, à mon avis excessifs, que l'on voudrait donner au président de la République ».

De son côté, parlant à Grenoble dans une réunion publique de l'U.G.F.F., M. Liandra, secrétaire du syndicat F.O. des Tabacs, a déclaré qu'il votera « non » et que de nombreux adhérents de Force-Ouvrière s'opposeront à la constitution monarchique de de Gaulle.

A Vienne, 20 personnalités, résistants, déportés, S.F.I.O. (dont Mme Daty), communistes, instituteurs, médecins appellent à dire « non » à « une menace jamais égalée depuis 1940 ».

Dans les usines du département, ce sont les comités de Défense de la République du textile roussillon (500 travailleurs C.G. T., C.F.T.C., inorganisés, dont 58 techniciens) qui lancent un appel pour faire échec à la constitution du général-président.

## « NON » dans la Loire et la Haute-Loire

La section départementale du Syndicat National des Instituteurs de la Loire a appelé à voter « non » et a en outre décidé de remettre à son syndicat le montant de la journée de grève qu'ils avaient fait à 90 % le 30 mai et qui leur avait été payée, pour la lutte entreprise afin de faire triompher les « non ».

Les personnalités rurales du Roannais, communistes, socialistes, radicaux, républicains, sans parti, municipaux, des présidents de syndicats et coopératives, ont signé un appel soulignant « qu'ils ne peut y avoir de grandeur et de prospérité française et notamment de son agriculture, que dans le respect des principes fondamentaux de la démocratie. »

Le Conseil municipal de Sallies-Bains a été unanime pour demander à la population de voter « non ».